

Ministère de la Région wallonne

Province de Liège. Personnel provincial non enseignant. Cadre. Conditions de recrutement. Echelle de traitements. Approbation, p. 6419. — Statut pécuniaire. Approbation, p. 6419. — Province de Hainaut. Personnel enseignant des écoles de plein exercice. Echelles de traitements. Approbation, p. 6419. — Conseil provincial. Résolution. Approbation, p. 6420. — Charleroi. Conseil communal. Délibérations. Annulation, p. 6420. — Mons. Conseil communal. Délibération. Approbation, p. 6420. — Régies communales. Biens communaux. Aliénation. Approbation, p. 6420. — Associations de communes. Affiliation. Extension. Autorisation, p. 6420. — Expropriations. Procédure d'extrême urgence. Autorisation, p. 6420.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Juridictions du travail. Nomination, p. 6421.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 6421. — Police judiciaire, p. 6421. — Justice militaire, p. 6421. — Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations. Association internationale « Cercle international kimbanguiste ». Section Belgique (C.I.K. Section Belgique), à Bruxelles. Personnalité civile. Statuts. Approbation, p. 6421.

Ministère de la Défense nationale

Armée. Distinction honorifique. Ordres nationaux, p. 6421.

Ministère de l'Intérieur

Renaix. Conseil communal. Délibération. Annulation, p. 6422.

Ministère des Communications

Services d'autocars. Autorisation, p. 6422.

Avis officiels**Ministère des Finances**

Administration des Douanes et Accises. Publications faites en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises. Contingents tarifaires, p. 6425. — Préférences tarifaires généralisées, p. 6425. — Modifications au tarif des droits d'entrée, p. 6425. — Administration de la T.V.A. de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 6425.

Ministerie van het Waalse Gewest

Province Luik. Niet-onderwyzend provinciepersoneel. Formatie. Wervingsvoorwaarden. Weddeschaal. Goedkeuring, bl. 6419. — Bezoldigingsregeling. Goedkeuring, bl. 6419. — Provincie Henegouwen. Onderwyzend personeel van de scholen met volledig leerplan. Weddeschalen. Goedkeuring, bl. 6419. — Provincieraad. Beslissing. Goedkeuring, bl. 6420. — Charleroi. Gemeenteraadsbeslissingen. Vernietiging, bl. 6420. — Bergen. Gemeenteraadsbeslissing. Goedkeuring, bl. 6420. — Gemeentebedrijven. Gemeentegoederen. Vervreemding. Goedkeuring, bl. 6420. — Verenigingen van gemeenten. Aansluiting. Uitbreiding. Machtiging, bl. 6420. — Onteigeningen. Spoedprocedure. Machtiging, bl. 6420.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Arbeidsgerechten. Benoeming, bl. 6421.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 6421. — Gerechtelijke Politie, bl. 6421. — Militair Gerecht, bl. 6421. — Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen. Internationale vereniging « Cercle international kimbanguiste ». Section Belgique (C.I.K. Section Belgique), te Brussel. Rechtspersoonlijkheid. Statuten. Goedkeuring, bl. 6421.

Ministerie van Landsverdediging

Leger. Eervolle onderscheiding. Nationale Orden, bl. 6421.

Ministerie van Binnenlandse Zaken

Ronse. Gemeenteraadsbeslissing. Vernietiging, bl. 6422.

Ministerie van Verkeerswezen

Autocardiendiensten. Machtiging, bl. 6422.

Officiële berichten**Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur**

Rijks-P.M.S.-Centra. Te begeven bevorderingsambt. Oproep tot de kandidaten, bl. 6422.

Ministerie van Financiën

Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Tariefcontingenten, bl. 6425. — Algemene Tariefpreferenties, bl. 6425. — Wijzigingen aan het Tarief van invoerrechten, bl. 6425. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoeederen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 6425.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN****SECRETARIAT D'ETAT A LA REGION WALLONNE**

E. 81 — 775

30 MARS 1981. — Arrêté ministériel organisant le recours du candidat locataire à une habitation de la Société nationale du Logement ou des sociétés agréées par celle-ci

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement,

Vu l'article 24 du Code du logement;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1979 déterminant pour la Région wallonne le taux des loyers et les conditions d'admission des locataires pour les habitations de la Société nationale du Logement et des sociétés agréées par celle-ci, notamment l'article 13, § 3;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 1979 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif de la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 30 juin 1980;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1980 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Arrête :

Article 1er. § 1. Le candidat locataire qui estime que les prescriptions prévues aux articles 11, 12 et 13, § 1, de l'arrêté royal du 28 décembre 1979 déterminant pour la Région wallonne le taux des loyers et les conditions d'admission des locataires pour les habitations de la Société nationale du Logement et des sociétés agréées par celle-ci, ne sont pas respectées, peut introduire un recours.

§ 2. Pour les logements donnés en location par les sociétés agréées, le recours est introduit auprès du commissaire de la Société nationale du Logement près la société agréée au siège de celle-ci.

§ 3. Pour les logements donnés en location par la Société nationale du Logement, le recours est introduit auprès du Commissaire du Gouvernement près la Société nationale du Logement au siège de celle-ci.

Art. 2. Le recours est adressé, par lettre recommandée, dans les dix jours de la notification prévue à l'article 11, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 décembre 1979 en cas de rejet de la candidature, et, dans les autres cas, dans les soixante jours qui suivent la décision contestée.

Art. 3. § 1. Le conseil d'administration de la société nationale du Logement statue sur les recours visés à l'article 1er, § 2, après avis d'une commission de trois membres qu'il désigne parmi les agents de la Société nationale du Logement chargés de traiter les dossiers relatifs à la Région wallonne.

Il notifie sa décision dans les quarante jours du recours à la société agréée et au requérant.

§ 2. Le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le logement dans ses attributions (dénommé ci-après le Ministre) statue sur les recours visés à l'article 1er, § 3.

Il notifie sa décision dans les quarante jours du recours à la Société nationale du Logement et au requérant.

§ 3. Les décisions de la Société nationale du Logement et du Ministre sont impératives.

Art. 4. La demande du candidat locataire dont la candidature a été déclarée recevable par la Société nationale du Logement ou par le Ministre, est inscrite au registre des candidatures à la date de l'introduction de cette candidature.

Art. 5. La société agréée ou la Société nationale du Logement, selon le cas, est tenue de procurer, par priorité, un logement adapté à ses besoins au candidat locataire reconnu comme ayant droit au logement qui a été attribué à un autre candidat sans que soient respectées les dispositions des articles 11, 12 et 13 de l'arrêté royal du 28 décembre 1979.

Si plusieurs candidats locataires sont reconnus comme ayant droit, la Société est tenue de leur procurer par priorité un logement adapté à leurs besoins. Les logements seront attribués, par préférence, selon le nombre de priorités énumérées à l'article 12, § 3, du même arrêté.

En cas d'un nombre égal de priorité, le logement sera attribué au candidat locataire reconnu ayant droit dont les revenus sont les moins élevés.

Art. 6. En cas de refus d'appliquer les dispositions des articles 4 et 5 du présent arrêté, le Ministre peut, sur proposition du conseil d'administration de la Société nationale du Logement, proposer à l'Exécutif régional wallon de suspendre ou réduire un contingent de logements de la société lors de la prochaine attribution de contingents par la Société nationale.

Bruxelles, le 30 mars 1981.

M. WATHELET

STAATSSSEKRETARIAT FÜR DIE WALLONISCHE REGION

D. 81 — 775

30. MARZ 1981. — Ministerialerlass zur Festlegung eines Beschwerdeverfahrens für einen Bewerber um eine Wohnung der Nationalen Wohnungsgesellschaft oder einer von ihr anerkannten Gesellschaft

Aufgrund von Artikel 34 des Wohnungsbaugesetzbuches;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1979 zur Festlegung für die Wallonische Region des Mietsatzes und der Zulassungsbedingungen für Mieter von Wohnungen der Nationalen Wohnungsgesellschaft und der von letzterer anerkannten Gesellschaften, insbesondere des Artikels 13, § 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. September 1979 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive der Wallonischen Region, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 30. Juni 1980;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Dezember 1980 zur Festlegung der ministeriellen Zuständigkeiten für die Angelegenheiten der Wallonischen Region;

Aufgrund der Beratung der Exekutive der Wallonischen Region;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Beschliesst der Staatssekretär für die Wallonische Regionalwirtschaft und für das Wohnungswesen :

Artikel 1. § 1. Der Bewerber, der der Ansicht ist, dass die in den Artikeln 11, 12 und 13, § 1, des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1979 zur Festlegung für die Wallonische Region des Mietsatzes und der Zulassungsbedingungen für Mieter von Wohnungen der Nationalen Wohnungsgesellschaft und der von letzterer anerkannten Gesellschaften vorgesehenen Vorschriften nicht eingehalten wurden, kann Beschwerde einlegen.

§ 2. Für die von den anerkannten Gesellschaften vermieteten Wohnungen wird die Beschwerde beim Kommissar der Nationalen Wohnungsgesellschaft bei der anerkannten Gesellschaft an deren Sitz eingereicht.

§ 3. Für die von der Nationalen Wohnungsgesellschaft vermieteten Wohnungen wird die Beschwerde beim Regierungskommissar bei der Nationalen Wohnungsgesellschaft an deren Sitz eingereicht.

Art. 2. Die Beschwerde wird per Einschreibebrief eingereicht und zwar innerhalb von 10 Tagen nach der in Artikel 11, § 2, Absatz 2, des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1979 vorgesehenen Benachrichtigung im Falle der Ablehnung der Bewerbung und in den anderen Fällen innerhalb von 60 Tagen nach der angefochtenen Entscheidung.

Art. 3. § 1. Der Verwaltungsrat der Nationalen Wohnungsgesellschaft entscheidet über die in Artikel 1, § 2, erwähnten Beschwerden, nachdem er das Gutachten einer Kommission eingeholt hat, die aus 3 Mitgliedern besteht, die er unter den Beamten der Nationalen Wohnungsgesellschaft bezeichnet, die mit der Bearbeitung der Akten betreffend die Wallonische Region beauftragt sind.

Er teilt der anerkannten Gesellschaft und dem Beschwerdeführer seine Entscheidung innerhalb von 40 Tagen nach der Einreichung der Beschwerde mit.

§ 2. Der für das Wohnungswesen zuständige Minister oder Staatssekretär (nachstehend « der Minister » genannt) entscheidet über die in Artikel 1, § 3, erwähnten Beschwerden.

Er teilt der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und dem Beschwerdeführer seine Entscheidung innerhalb von 40 Tagen nach der Einreichung der Beschwerde mit.

§ 3. Die Entscheidungen der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und des Ministers sind verbindlich.

Art. 4. Der Antrag des Bewerbers, dessen Bewerbung von der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft oder vom Minister für zulässig erklärt worden ist, wird im Bewerbungsregister am Tage der Einreichung dieser Bewerbung eingetragen.

Art. 5. Die anerkannte Gesellschaft oder, je nach Fall, die Nationale Wohnungsbaugesellschaft hat dem Bewerber, der als Anspruchsberechtigter gilt auf eine Wohnung, die einem anderen Bewerber ohne Einhaltung der Bestimmungen der Artikel 11, 12 und 13, des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1979 zugewiesen worden ist, vorrangig eine seinen Bedürfnissen angepasste Wohnung zu beschaffen.

Wenn mehrere Bewerber als Anspruchsberechtigte gelten, hat die Gesellschaft ihnen vorrangig eine ihren Bedürfnissen angepasste Wohnung zu verschaffen. Die Wohnungen werden vorrangig nach der Anzahl im Artikel 12, § 3, desselben Erlasses aufgezählten Vorränge zugeteilt.

Bei gleicher Anzahl Vorränge wird die Wohnung dem (als Anspruchsberechtigter geltenden) Bewerber zugeteilt, der die niedrigsten Einkünfte hat.

Art. 6. Falls die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 4 und 5 des vorliegenden Erlasses verweigert wird, kann der Minister der Wallonischen Regionalexekutive auf Vorschlag der Verwaltungsrates der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft vorschlagen, ein Kontingent von Wohnungen der Gesellschaft bei der nächsten Koningentenzuteilung durch die Nationale Gesellschaft aufzuheben oder zu verringern.

Brüssel, den 30. März 1981.

M. WATHELET

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 81 — 776

Arrêté royal du 6 mars 1981 fixant les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier, pour les entreprises de la Flandre occidentale ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs. — Erratum

Moniteur belge n° 56 du 21 mars 1981, page 3425.

— Article 4, dernière phrase du texte néerlandais, lire « In het tegenovergestelde geval wordt deze duur tot maximum zes maanden beperkt » au lieu de « In het tegenovergestelde geval wordt deze duur tot maximum drie maanden beperkt ».

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Cabinet du Premier Ministre Nominations

Par arrêté royal du 27 avril 1981 qui produit ses effets le 7 avril 1981, M. Van de Voorde, A., inspecteur général au Ministère des Finances, Secrétariat général, Service d'études, est nommé chef de cabinet du Premier Ministre.

Par arrêté royal du 27 avril 1981 qui produit ses effets le 7 avril 1981, M. Brouhns, G., inspecteur adjoint des Finances au Ministère des Finances, est nommé chef de cabinet adjoint du Premier Ministre.

Direction générale de la sélection et de la formation Promotion

Par arrêté royal du 27 avril 1981 qui entre en vigueur le 1er juin 1981, M. De Cuyper, L., traducteur-reviseur principal à la Direction générale de la sélection et de la formation, est promu en carrière plane au grade de traducteur-directeur à la même administration (cadre linguistique néerlandais).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Service vétérinaire. — Vétérinaires de contrôle Nomination

Par arrêté ministériel du 30 janvier 1981, M. Bughin, Louis, médecin vétérinaire agréé à Merbes-le-Château, est désigné comme vétérinaire de contrôle aux bureaux de douane d'Erquennes et de Grand-Reng en remplacement de M. Meurant, Robert, démissionnaire.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 81 — 776

Koninklijk besluit van 6 maart 1981 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst voor de ondernemingen van West-Vlaanderen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers vallen. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 56 van 21 maart 1981, blz. 3425.

— Artikel 4, laatste zin van de Nederlands tekst, lezen « In het tegenovergestelde geval wordt deze duur tot maximum zes maanden beperkt » in de plaats van « In het tegenovergestelde geval wordt deze duur tot maximum drie maanden beperkt ».

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Kabinet van de Eerste Minister Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 27 april 1981 dat uitwerking heeft met ingang van 7 april 1981, wordt de heer Van de Voorde, A., inspecteur-generaal bij het Ministerie van Financiën, Algemeen secretariaat, Studiedienst, benoemd tot kabinetschef van de Eerste Minister.

Bij koninklijk besluit van 27 april 1981 dat uitwerking heeft met ingang van 7 april 1981, wordt de heer Brouhns, G., adjunct-inspecteur van Financiën bij het Ministerie van Financiën, benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Eerste Minister.

Algemene directie voor selectie en vorming Bevordering

Bij koninklijk besluit van 27 april 1981 dat in werking treedt op 1 juni 1981, wordt de heer De Cuyper, L., e.a. vertaler-revisor bij de Algemene directie voor selectie en vorming, in vlakke loopbaan bevorderd tot de graad van vertaler-directeur bij hetzelfde bestuur (nederlands taalkader).

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Diergeneeskundige dienst. — Controle dierenartsen Benoeming

Bij ministerieel besluit van 30 januari 1981, wordt de heer Bughin, Louis, aangenomen dierenarts te Merbes-le-Château, als controle-dierenarts aan de douanekantoren Erquennes en Grand-Reng benoemd, in plaats van Dr. Meurant, Robert, ontslaggevend.